

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1953-1954.

SÉANCE DU 10 NOVEMBRE 1953.

Proposition de loi abrogeant l'effet rétroactif de la loi du 26 juillet 1952, abrogeant partiellement la taxe d'ouverture des débits de boissons.

AMENDEMENT PRÉSENTÉ
PAR LE GOUVERNEMENT.

Remplacer le texte de la proposition de loi par ce qui suit :

ARTICLE UNIQUE.

Par dérogation à l'article 13, § 1^{er}, de la loi du 26 juillet 1952, abrogeant partiellement la taxe d'ouverture des débits de boissons, le supplément de taxe d'ouverture résultant de l'application de l'article 3 de la même loi n'est pas dû par les débiteurs de boissons fermentées qui, ayant ouvert un débit après le 31 décembre 1951, en avaient définitivement cessé l'exploitation au plus tard le 2 avril 1953.

Le Ministre des Finances,

A.-E. JANSSEN.

R. A 4673.

Voir :

Document du Sénat :

358 (Session de 1952-1953) : Proposition de loi.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1953-1954.

VERGADERING VAN 10 NOVEMBER 1953.

Wetsvoorstel tot opheffing van de terugwerkende kracht van de wet van 26 Juli 1952, tot gedeeltelijke afschaffing van de openingstaxe op de dranksluiterijen.

AMENDEMENT VOORGEDRAGEN
DOOR DE REGERING.

De tekst van het wetsvoorstel te vervangen als volgt :

ENIG ARTIKEL.

In afwijking van artikel 13, § 1, van de wet van 26 Juli 1952, tot gedeeltelijke afschaffing van de openingstaxe op de dranksluiterijen, is de aanvullende openingsbelasting voortvloeiende uit de toepassing van artikel 3 van dezelfde wet, niet verschuldigd door de sluiters van gegiste dranken die na 31 December 1951 een sluitery hadden geopend waarvan zij de exploitatie reeds definitief hadden gestaakt uiterlijk op 2 April 1953.

De Minister van Financiën,

R. A 4673.

Zie :

Gedr. Stuk van de Senaat :

358 (Zitting 1952-1953) : Wetsvoorstel.

Justification.

La loi du 26 juillet 1952, publiée au *Moniteur* du 2 avril 1953, a profondément remanié le régime de la taxe d'ouverture et notamment les taux de l'impôt.

Conformément à son article 13, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, cette loi est applicable à partir du 1^{er} janvier 1952.

Le texte du dit article 13 avait donné lieu à un long échange de vues au sein de la Commission des Finances de la Chambre des Représentants. L'essentiel de la discussion a été repris dans le rapport (Doc. parl., Chambre 1951-1952, n° 577, p. 9). C'est donc en pleine connaissance de cause que les Chambres législatives ont voté la rétroactivité au 1^{er} janvier 1952.

La proposition de loi de M. le Sénateur George tend à abroger l'alinéa 1^{er} du § 1^{er} de l'article 13, ce qui aurait pour conséquence de reporter l'entrée en vigueur de la loi au dixième jour après sa publication, soit au 12 avril 1953.

Afin de pouvoir mesurer les suites qu'entraînerait l'adoption éventuelle de cette proposition de loi, il convient de rappeler les grandes lignes du régime antérieur de la taxe d'ouverture et d'y opposer les principes du régime actuel.

Jadis, la taxe d'ouverture due par tout nouveau débitant de boissons fermentées était fixée à une fois le montant de la valeur locative annuelle des locaux affectés au débit, la taxe ne pouvant cependant être inférieure à 300 francs, 400 francs, 500 francs, 750 francs ou 1.000 francs selon la catégorie de la commune. Cette taxe était valable pour une période de cinq ans et à partir de la sixième année était due une taxe annuelle égale au cinquième de la valeur locative. La taxe d'ouverture proprement dite et la taxe annuelle étaient grevées d'un décime additionnel. Le débitant qui transférait son débit dans des locaux ayant une valeur locative plus élevée ou dans une commune rangée dans la catégorie supérieure devait acquitter un supplément à due concurrence.

Quant aux détaillants de boissons spiritueuses, ils étaient passibles d'une taxe annuelle égale au cinquième de la valeur locative des locaux affectés au débit, avec un minimum variant de 60 francs à 200 francs selon la catégorie de la commune.

Toutes ces taxes étaient perçues par les soins de l'Administration des contributions directes, d'après la procédure prévue en matière d'impôts sur les revenus.

Dans le nouveau régime, la taxe d'ouverture due par le nouveau débitant de boissons fermentées est fixée à trois fois le montant de la valeur locative, tandis que le taux minimum est décuplé (de 3.000 fr. à 10.000 fr. d'après la commune). L'ancienne taxe annuelle est supprimée, ce qui implique que le débitant (sauf les exceptions dont il sera parlé tantôt) n'aura plus rien à payer pendant toute la durée de son exploitation et que son conjoint ou ses descendants pourront plus tard reprendre son commerce en exemption de toute taxe. Le

Verantwoording.

De wet van 26 Juli 1952, bekendgemaakt in het *Staatsblad* van 2 April 1953, heeft diepgaande wijzigingen gebracht in het stelsel van de openingsbelasting en, inzonderheid, in de bedragen.

Naar luid van haar artikel 13, § 1, 1^{ste} lid, is die wet toepasselijk met ingang van 1 Januari 1952.

De tekst van bedoeld artikel 13 werd grondig besproken in de Commissie voor Financiën van de Kamer der Volksvertegenwoordigers. De hoofdpunten van die bespreking zijn weergegeven in het verslag (Gedr. St., Kamer, 1951-1952, n° 577, blz. 9). Het is dus met volle kennis van zaken dat de Wetgevende Kamers de terugwerkende kracht tot op 1 Januari 1952 hebben gestemd.

Het wetsvoorstel van de heer Senator George beoogt de opheffing van het 1^{ste} lid van § 1 van artikel 13, waardoor de inwerkingtreding van de wet zou worden verschoven naar de tiende dag volgende op haar bekendmaking, dus naar 12 April 1953.

Om de gevolgen van de eventuele aanneming van dat wetsontwerp te kunnen peilen, is het nodig de grote lijnen van het vroeger stelsel in herinnering te brengen en ze te vergelijken met de beginselen van de huidige regeling.

Vroeger was iedere nieuwe slijter van gegiste dranken een openingsbelasting verschuldigd gelijk aan eenmaal de jaarlijkse huurwaarde van de lokalen dienende tot slijterij, met dien verstande dat de belasting niet beneden 300 frank, 400 frank, 500 frank, 750 frank of 1.000 frank mocht blijven, volgens de klasse der gemeente. Die belasting was geldig voor vijf jaar en te rekenen van het zesde jaar was een jaarlijkse belasting verschuldigd gelijk aan één vijfde van de huurwaarde. De eigenlijke openingsbelasting en de jaarlijkse belasting waren bezwaard met een opdecime. De slijter die zijn bedrijf overbracht naar lokalen met een grotere huurwaarde of naar een gemeente met een hogere klasse moest een passende bijslag betalen.

Anderzijds moesten de slijters van geestrijke dranken een jaarlijkse belasting betalen gelijk aan één vijfde van de huurwaarde der lokalen dienende tot slijterij, met minimum gaande van 60 frank tot 200 frank, volgens de klasse der gemeente.

Al die heffingen werden geïnd door het Bestuur der directe belastingen, volgens de regels in zake inkomstenbelastingen.

In het huidige stelsel is de openingsbelasting, verschuldigd door de nieuwe slijter van gegiste dranken, vastgesteld op driemaal de huurwaarde, terwijl de minimumbedragen vertienvoudigd zijn (van 3.000 fr. tot 10.000 fr. volgens de gemeente). De vroegere jaarlijkse belasting is afgeschaft, zodat de slijter (behoudens de uitzonderingen waarvan verder sprake) niets meer moet betalen voor de verdere duur van zijn exploitatie, terwijl zijn echtgenoot of zijn afstammelingen later zijn bedrijf kunnen voortzetten onder algehele

transfert du débit dans des locaux d'une valeur locative plus élevée ou dans une commune d'une catégorie supérieure peut se faire également en exemption de toute taxe. Seul l'agrandissement des locaux servant de débit donne lieu au paiement d'un supplément.

Toutefois, en ce qui concerne deux catégories de débiteurs, la validité de la taxe d'ouverture est limitée dans le temps. Il s'agit d'une part des personnes juridiques et d'autre part des brasseurs et marchands de bières qui bénéficient d'une présomption légale de commettance pour les débits qu'ils donnent en location et où sont vendues leurs bières. Ces débiteurs sont passibles, à l'expiration d'un délai de quinze ans, d'une taxe quinquennale égale à la moitié de la valeur locative.

La taxe due par les débiteurs de boissons spiritueuses reste fixée au cinquième de la valeur locative, mais les taux minima s'échelonnent maintenant de 200 francs à 667 francs, ce qui constitue une réelle aggravation de la charge fiscale, car la plupart des intéressés étaient passibles du minimum.

Enfin, la perception est maintenant confiée à l'Administration des douanes et accises et les dispositions de la loi générale des douanes et accises du 26 août 1822 y ont été déclarées applicables.

* *

Le rétablissement de l'ancien état de choses pour la période allant du 1^{er} janvier 1952 au 12 avril 1953 entraînerait les conséquences suivantes :

1^o Tous les débiteurs pour qui la validité de l'ancienne taxe d'ouverture quinquennale était venue à expiration au 31 décembre 1951 ou au 31 décembre 1952 devraient acquitter l'ancienne taxe annuelle pour les exercices 1952 et (ou) 1953; il doit s'agir de quelque 70.000 contribuables. Or, les promoteurs de la loi du 26 juillet 1952 avaient précisément en vue la suppression de l'ancienne taxe annuelle et ce à partir de l'exercice 1952;

2^o Pendant la période du 1^{er} janvier 1952 au 2 avril 1953, l'Administration des contributions directes a encore perçu des suppléments à charge des débiteurs qui avaient transféré leur débit dans des locaux d'une valeur locative plus élevée ou dans une commune d'une catégorie supérieure. Ces suppléments, qui ont déjà été remboursés par les soins de l'Administration des douanes et accises, deviendraient à nouveau exigibles d'après la procédure en matière d'impôts directs;

3^o Les suppléments de taxe d'ouverture dont sont redevables les débiteurs qui se sont installés entre le 1^{er} janvier 1952 et le 2 avril 1953 n'auraient plus de soutien légal, ce qui répondrait d'ailleurs au but poursuivi par M. le Sénateur George. Ces suppléments doivent être acquittés en quatre paiements partiels, dont le premier est venu à

vrijstelling van de openingsbelasting. Overbrenging van de slijterij naar lokalen met een grotere huurwaarde of naar een gemeente van een hogere klasse kan eveneens geschieden met algehele vrijstelling van de openingsbelasting. Alleen de vergroting van de lokalen dienende tot slijterij geeft aanleiding tot de heffing van een bijslag.

Voor twee categorieën van slijters evenwel heeft de openingsbelasting maar een beperkte geldigheidstermijn meer. Het betreft eensdeels de rechtspersonen en anderdeels de brouwers en bierhandelaars te wier gunste een wettelijke fictie van lastgeverschap wordt gehuldigd voor de door hen verhuurde slijterijen waar hun bier wordt verkocht. Die slijters betalen, bij het verstrijken van een termijn van vijftien jaar, een vijfjaarlijkse belasting gelijk aan de helft van de huurwaarde.

Voor de slijters van geestrijke dranken blijft de belasting vastgesteld op één vijfde van de huurwaarde, maar de minimumbedragen gaan nu van 200 frank tot 667 frank, waardoor de fiscale last merkkelijk is verzwaaard, omdat het merendeel van de belanghebbenden het minimum betaalden.

Wat ten slotte de inning betreft, deze is nu opgedragen aan het Bestuur der douanes en accijnzen en de bepalingen van de algemene wet van 26 Augustus 1822 in zake douanes en accijnzen zijn er toepasselijk op gemaakt.

* *

De terugkeer tot de vorige regeling voor het tijdvak gaande van 1 Januari 1952 tot en met 12 April 1953, zou onderstaande gevolgen hebben :

1^o De circa 70.000 slijters voor wie de geldigheid van de vroegere vijfjaarlijkse openingsbelasting vervallen was op 31 December 1951 of op 31 December 1952, zouden de vroegere jaarlijkse belasting moeten betalen voor de dienstjaren 1952 en/of 1953. Dit ware regelrecht in strijd met het doel van de promotors der wet van 26 Juli 1952, die de afschaffing nastreefden van de vroegere jaarlijkse belasting en wel met ingang van 1952;

2^o Tussen 1 Januari 1952 en 2 April 1953 heeft het Bestuur der directe belastingen nog supplementen geïnd wegens het overbrengen van slijterijen naar lokalen met een grotere huurwaarde of naar een gemeente van een hogere klasse. De aldus geïnde sommen werden reeds terugbetaald door het Bestuur der douanes en accijnzen, doch zouden opnieuw opvorderbaar worden volgens de regels in zake inkomstenbelastingen;

3^o De aanvullende openingsbelasting verschuldigd door de slijters die zich gevestigd hebben tussen 1 Januari 1952 en 2 April 1953, zou geen steun meer vinden in de wet, hetgeen trouwens het oogmerk is van de heer Senator George. Die aanvullende belasting moet worden voldaan in vier gedeeltelijke stortingen, waarvan de eerste op

échéance le 1^{er} juin dernier. La plupart des intéressés se sont déjà acquittés de ce dernier versement qui devrait, dès lors, leur être remboursé. Par contre, les mêmes contribuables se verraient réclamer l'ancien décime additionnel, que l'Administration des contributions — en prévision de la nouvelle loi — n'avait plus perçu depuis le 1^{er} janvier 1952;

4^o Les débiteurs qui se sont installés entre le 3 et le 12 avril 1953 ont acquitté l'intégralité de la taxe d'ouverture sur les bases nouvelles; ils pourraient prétendre à un remboursement partiel;

5^o La nouvelle taxe quinquennale instaurée à charge des personnes juridiques et des commettants ne serait exigible qu'à partir de l'exercice 1954; les impositions établies pour les exercices 1952 et 1953 seraient nulles et les sommes déjà acquittées devraient être remboursées;

6^o Compte tenu de ce que la plupart des détaillants de boissons spiritueuses sont imposés sur la base du minimum, il faudrait leur rembourser, pour chacun des exercices 1952 et 1953, la différence entre le nouveau et l'ancien minimum;

7^o Les recouvrements à opérer conformément à ce qui est dit aux 1^o, 2^o et 3^o ci-dessus devraient être effectués comme en matière d'impôts sur les revenus et être confiés à l'Administration des contributions directes; or, celle-ci s'est dessaisie de toutes les archives relatives aux débits de boissons.

* *

On risquerait ainsi de créer une situation réellement inextricable. Sans compter que la satisfaction que l'auteur de la proposition de loi entend donner à quelque deux ou trois mille cabaretiers installés depuis le 1^{er} janvier 1952 conduirait à un profond mécontentement chez des milliers de leurs confrères déjà installés à cette date.

Cependant, parmi les débiteurs touchés par la rétroactivité de la loi du 26 juillet 1952, il en est quelques uns dont la situation est particulièrement déplorable. Ce sont ceux qui, s'étant installés après le 31 décembre 1951, avaient déjà cessé définitivement leur exploitation avant le 3 avril 1953.

Pour ceux-là, mais pour ceux-là seulement, le Gouvernement propose de renoncer au recouvrement du supplément résultant de l'application de l'article 13, § 1^{er}, de la loi du 26 juillet 1952 précitée.

Le présent amendement tend à réaliser cette mesure.

Le Ministre des Finances,

1 Juni jl. Het merendeel van de belanghebbenden hebben die eerste storting reeds gedaan, zodat deze zou moeten terugbetaald worden. Daarentegen zou van dezelfde belastingplichtigen worden gevorderd de vroegere opdecime welke door het Bestuur der belastingen — in het vooruitzicht van de nieuwe wet — niet meer was geïnd geworden sedert 1 Januari 1952;

4^o De slijters die zich gevestigd hebben van 3 tot en met 12 April 1953 hebben de volle openingsbelasting betaald volgens de nieuwe grondslagen; zij zouden aanspraak mogen maken op een gedeeltelijke teruggaaf;

5^o De nieuwe vijfjaarlijkse belasting verschuldigd door de rechtspersonen en door de lastgevers, zou slechts opvorderbaar worden met ingang van het dienstjaar 1954; de voor de dienstjaren 1952 en 1953 gedane heffingen zouden nietig zijn en de reeds gestorte sommen zouden moeten terugbetaald worden;

6^o Wijn de meeste slijters van geestrijke dranken belast zijn op voet van het minimum, zouden zij, voor elk van de dienstjaren 1952 en 1953, het verschil tussen het huidige en het vorige minimum moeten terugkrijgen;

7^o De invorderingen waarvan sprake onder 1^o, 2^o en 3^o hiervoren zouden moeten geschieden zoals in zake inkomstenbelastingen en toevertrouwd worden aan het Bestuur der directe belastingen; maar alle archieven betreffende de drankslijterijen berusten thans bij het Bestuur der douanen en accijnzen.

* *

Dat men zodoende tot een onontwarbare toestand zou geraken, is allesbehalve denkbeeldig. Bovendien zou de genoegdoening welke de indiener van het wetsvoorstel wil schenken aan een paar duizend herbergiers die sinds 1 Januari 1952 begonnen zijn, hevige misnoegdheid verwekken bij vele duizenden die toen reeds gevestigd waren.

De terugwerkende kracht van de wet van 26 Juli 1952 treft nochtans wel erg zwaar een klein aantal slijters die zich na 31 December 1951 hadden gevestigd en reeds vóór 3 April 1953 hun exploitatie definitief hadden gestaakt.

Voor die slijters — voor hen alleen — stelt de Regering voor, af te zien van de aanvullende openingsbelasting voortvloeiende uit de toepassing van artikel 13, § 1, van vorengemelde wet van 12 Juli 1952.

Het onderwerpelijke amendement wil zulks bewerkstelligen.

De Minister van Financiën,

A.-E. JANSSEN.